

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 mai 2025

EXERCER L’ACCÈS À L’EMPLOI, PÉRENNISER ET ÉTENDRE PROGRESSIVEMENT
L’EXPÉRIMENTATION TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR LONGUE DURÉE COMME
SOLUTION DE RETOUR À L’EMPLOI POUR LES PERSONNES PRIVÉES DURABLEMENT
D’EMPLOI - (N° 1484)

Commission	
Gouvernement	

N° 42

AMENDEMENT

présenté par
Mme Le Nabour, M. Bothorel, Mme Dubré-Chirat, Mme Liso, M. Lauzzana, M. Le Gac,
Mme Missoffe, Mme Ronceret, Mme Rist, Mme Vidal et M. Rousset

ARTICLE 3

À la première phrase de l’alinéa 3, substituer aux mots :

« les engagements de l’entreprise sur sa trajectoire d’embauche prévue et son plan d’affaires »

les mots :

« le plan d’affaires de l’entreprise ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à concilier la pérennisation de l’expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » avec l’impératif de maîtrise des finances publiques en indiquant que les crédits ouverts en loi de finances constituent un plafond.

En effet, l’augmentation du nombre de territoires habilités, passés de 10 en 2016 à 83 en 2025, a entraîné une augmentation importante des financements alloués à territoire zéro chômeur de longue durée, passés de 10,6 millions d’euros en 2018 à 79,5 millions d’euros en 2024, soit +650%.

Comme pour l’ensemble des dispositifs financés par l’Etat, le financement ne peut être alloué que dans la limite des crédits ouverts en loi de finances.